



Prs information

Bulletin interieur d'Information et d'Analyse

SOMMAIRE :

	<u>Pages</u>
I - <u>AU FIL DES JOURS</u>	
. Rentrée scolaire	3.
. Situation des masses	3 et 4.
. Industrie-Hydrocarbures	5 à 7.
. L'impérialisme dans le Tiers Monde	7 à 10.
. Pénétration impérialiste en Algérie	10 à 13.
. Dans le monde	13 et 14.
II - <u>EN VRAC</u>	15.
III - <u>ACTUALITE</u>	
. La rentrée scolaire 1972-73 : le pouvoir accentue sa politique de classe	16 et 17.
IV- <u>ETUDE</u>	
. L'agriculture soviétique	18 à 22.
V - <u>PETROLE</u>	23 et 24.

Au Fil des jours...

(3.)

INFORMATIONS DU MOIS D'OCTOBRE 1972

RENTREE SCOLAIRE

Du 15 au 30 septembre.

- 236 309 nouveaux inscrits dans le primaire. Le pouvoir n'a pas prévu suffisamment d'écoles. Il généralise cette année le système de la double vacation.

De son côté, le ministère de l'enseignement primaire et secondaire a décreté que dorénavant chaque classe du primaire devra contenir au moins 40 élèves.

- 53 000 nouveaux élèves accèdent au secondaire, alors que le gouvernement n'a prévu que 13 000 places nouvelles.

Le 30 septembre : discours de ABDELKrim BEN MAHMOUD, ministre de l'enseignement primaire et secondaire. "Notre objectif principal est de contribuer à la formation de la personnalité de l'enfant algérien". "Nous voulons former un citoyen algérien qui soit un élément dynamique dans l'édification nationale, un citoyen mobilisé qui accepte spontanément les sacrifices à l'instar de ses ainés qui ont accepté le sacrifice suprême."

Comme le précise le ministre, la rentabilisation de l'enseignement primaire et secondaire sera développé : "Notre enseignement doit pouvoir coller le mieux possible à la volonté de développement et de réalisation des trois dimensions industrielle, culturelle et agraire." "Pour hâter la réalisation de ces grands objectifs, le ministre des enseignements primaire et secondaire envisage d'appliquer la polytechnisation à partir de la première année moyenne et de l'étendre à l'enseignement secondaire à la lumière des expériences tentées."

SITUATION DES MASSES

"Algérie Actualité" du 8 au 14 octobre 1972

Selon cet hebdomadaire, la vie chère et les pénuries seraient dues à la "complicité entre commerçants et consommateurs". Le journaliste explique qu'en ce qui concerne la lutte contre la vie chère : "Sur une quarantaine de consommateurs invités à participer à cette lutte contre les spéculateurs, une demi-douzaine seulement ont accepté de le faire !" Et il rapporte, comme preuve de la complicité des consommateurs "Cette complaisance a même poussé un groupe de clients à chahuter un contrôleur".

Après la spéculation et l'austérité, voilà donc une nouvelle explication des pénuries et de la vie chère qui tend à masquer deux choses :

- les pénuries sont causées essentiellement par la baisse de la production agricole (dont la plus grande partie est toujours orientée vers l'exportation) ;

- la hausse de certains prix est due surtout au contrôle des circuits de distribution par de gros commerçants et ces derniers temps par les diverses sociétés nationales qui, toutes, ont marqué leur insertion dans les circuits par une augmentation des prix pratiqués.

Ainsi, l'huile qui doit être vendue au prix taxé de 2,20 DA le litre en vrac, se vend à 2,30 DA et un commerçant explique dans El Moudjahid du 10 octobre 1972 : "Le ministère du Commerce a fixé le prix de vente d'un litre d'huile en vrac à 2,20 DA. Or, moi-même, je l'achète chez un grossiste à 2,25 DA le litre".

- Parmi les hausses, "Algérie Actualité" rapporte encore celle du sucre (1,80 DA le kg au lieu des 1,67 fixés par l'Etat).

- Quant aux pommes-de-terre, elles subissent leur traditionnelle pénurie du mois de ramadan.

El Moudjahid du 17 octobre 1972

"Réforme pénitenciaire" ou TRAVAUX FORCES ?

Un comité chargé de l'organisation du travail des détenus a été installé le 16 octobre 1972 par BOUALEM BENHAMOUDA, ministre de la Justice. Cette décision, prévue par l'ordonnance du 10 février 1972, permettrait de mettre "les détenus à la disposition de tâches d'utilité publique".

C'est ainsi que "pour la construction d'environ 40 bâtiments judiciaires, marché confié à la D.N.C. - A.N.P., laquelle devra utiliser par priorité la main-d'œuvre pénale", le gouvernement compte que 10 millions de DA seraient épargnés ; ces constructions ayant été estimées à 34 millions de DA si l'on y avait employé de la main-d'œuvre salariée.

Le même journal rapporte que des brigades de détenus sont utilisées dans plusieurs carrières comme Mostaganem, Laghaouat, Béchar pour des travaux communaux ou de wilayates. Cette pratique permet sous couvert de "travail moralisateur" de bénéficier de main-d'œuvre non payée ou bon marché.

El Moudjahid du 21 octobre 1972

Le vendredi 20 octobre 1972, grève des travailleurs de la R.S.T.A. portant notamment sur les améliorations de salaires et des conditions de travail.

El Moudjahid du 25 octobre 1972

A Saïda "Cinq amendes variant entre deux mille et mille huit cents dinars" ont été imposées par un "tribunal forestier spécial".

INDUSTRIE - HYDROCARBURES

Le 7 octobre 1972, dans "El Moudjahid", une délégation "*d'experts algériens*" a assisté au 3ème Congrès du Gaz Naturel Liquéfié (G.N.L.) tenu à Washington du 24 au 28 septembre 1972. Ce même journal souligne "*que de nombreuses communications ont été présentées consacrant l'importance croissante du G.N.L. dans l'industrie mondiale*" et rapporte que le 4ème Congrès "G.N.L. 4" se tiendra à Alger du 24 au 28 juin 1974. Les précédents congrès s'étaient tenus en 1968 à Chicago, en 1970 à Paris. Ils sont dirigés par : l'Union Internationale du Gaz ; l'Institut International du Froid ; l'Institut of Gas Technology de Chicago.

El Moudjahid titre "*SONATRACH-EL PASO, plus de problème*" et indique dans cet article que la Commission Fédérale de l'Energie (F.P.C. américaine) aurait assoupli ses conditions en ce qui concerne "*l'importation de quantités massives de gaz algérien aux Etats-Unis*". Et ceci sur quatre points :

- Le gaz algérien sera vendu aux utilisateurs américains au même prix que le gaz d'une autre provenance et non à un prix supérieur ;
- L'autorisation de distribution de ce gaz ne serait plus remise en cause, même dans le cas où des sources d'approvisionnement meilleur marché seraient découvertes. Cette condition, dit El Moudjahid, rendait impossible le financement du projet "*les investisseurs refusant de s'engager dans ces conditions*".
- Des augmentations de prix seront possibles au cas où la réalisation du contrat s'avèrerait plus coûteux que prévu. Les prix pourront donc être révisés au-delà du 1 % accordé d'office pour 1980.
- La société "EL-PASO ALGERIA" filiale de "EL PASO NATURAL GAS" chargée du transport du gaz échapperait à la juridiction de la F.P.C.

Ces points révèlent que le projet SONATRACH-EL PASO est loin d'être aussi avancé que le dit la presse algérienne puisque son financement n'est pas encore assuré. Rappelons que le contrat a été signé le 14 juillet 1969. Cela n'empêche pas El Moudjahid d'espérer d'autres contrats, notamment un "additif" à celui-là qui porterait sur l'exportation supplémentaire "*d'un milliard de pieds cube par jour (23,5 milliards de m³ par an) en plus du milliard prévu initialement*", ce qui doublerait en fait le volume prévu au premier contrat.

D'autre part, un accord est prévu entre SONATRACH et "EASCOGAS" pour l'importation à partir de 1973 de 8,8 milliards de mètres cubes par an.

- Toujours dans le domaine du gaz, la SONATRACH fait étudier depuis 1970 par la société américaine BECHTEL un projet de gazoduc Algérie - Sicile - Italie. L'article donne des détails techniques en ce qui concerne l'étude de la pose du tube qui doit traverser la Tunisie, le détroit de Sicile, la Sicile, le détroit de Messine et relier Hassi R'Mel à l'Italie. Aucune estimation de prix n'est donnée, ni en ce qui concerne le projet, ni en ce qui concerne la réalisation proprement dite. Aucune date non plus n'est précisée. Notons que l'article a pour titre "*Le gazoduc Algérie-Sicile-Italie en voie de réalisation*". Sur le papier !

- Un accord est signé à New York le 5 octobre 1972 entre les compagnies B.P., C.F.P., GULF-OIL, MOBIL-OIL, Participations and explorations Corporations, SHELL, STANDARD OIL of California, STANDARD OIL of New Jersey (ESSO) et TEXACO ainsi que les pays producteurs du Golfe Arabique (conduits par le ministre des pétroles d'Arabie Séoudite). Cet accord prévoit l'acquisition progressive par les producteurs d'une participation de 51 % dans l'exploitation des ressources et leur sous-sol.

Il est demandé à "chaque Etat du Golfe de négocier des accords séparés avec les compagnies pétrolières opérant sur son territoire pour appliquer les arrangements globaux. Parmi les principales clauses du nouveau contrat figure celle selon laquelle l'intérêt des Etats du Golfe signataires augmenterait graduellement, après une période de plusieurs années, pour atteindre un niveau de participation maximum de 51 % dans les concessions actuelles de la compagnie".

Les Etats devront payer leur participation aux concessions, mais l'accord prévoit en outre : "qu'un des principaux objectifs des négociateurs a été de créer un véritable esprit de coopération dans le cadre d'accords liant les deux parties dans chaque pays qui dureront durant le terme restant des concessions respectives, aidant par là matériellement à maintenir la sécurité des fournitures de pétrole pour tous les pays consommateurs".

En outre, l'Arabie Séoudite "s'est déclarée prête à garantir aux Etats-Unis un approvisionnement à long terme en pétrole en échange d'un "traitement spécial" sur ces importations et de la possibilité d'investir des capitaux séoudiens dans l'industrie pétrolière américaine".

El Moudjahid du 16 octobre 1972

- Deux chaînes de conditionnement ont été mises en place à l'usine SOALCO de Mohammedia pour le traitement des agrumes et de la tomate concentrée. En ce qui concerne la tomate, deux équipes d'une centaine d'ouvriers produiront environ 90 t. de tomate concentrée en 16 heures de travail.

La production de la tomate occupe 180 ha du secteur autogéré (2 486 q.)
Pas de chiffre pour le secteur privé (éventuellement).

"Jeune Afrique" consacre un article au "projet plastique". Remarquons que le secteur des matières plastiques qui est tenu à 85 % par le privé est présenté comme industrie nationale, alors que ce secteur comporte essentiellement des ateliers de transformation de produits importés n'ayant rien à voir avec les ressources en hydrocarbures de l'Algérie. L'article donne les projets du gouvernement algérien en ce qui concerne ce secteur. On prévoit 14 000 emplois dont 3 540 cadres et techniciens vers 1975. Selon "Jeune Afrique" les travaux "sont déjà engagés".

Le 21 octobre 1972, "Jeune Afrique" annonce la commande "d'au moins trois pétroliers (sic) de 90 millions de dollars" pour transporter du gaz algérien vers la côte Est des Etats-Unis. Il signale en outre que la Commission Fédérale de l'Energie "examine en ce moment un contrat plus important et plus ancien d'achat de gaz algérien. Le prix de vente de gaz algérien aux consommateurs fait encore difficulté". L'affaire n'est donc pas encore conclue (il est fait allusion au contrat EL PASO - SONATRACH) alors que - nous l'avons rapporté plus haut - El Moudjahid annonçait le 7 octobre 1962 que toutes les difficultés étaient levées. Il est vrai que ce contrat est réexaminié périodiquement depuis 1969.

A NOTER, dans El Djeich de septembre 1972 une étude sur l'industrie textile et plus spécialement sur la SONITEX.

Le secteur de l'industrie textile emploie 25 000 salariés. Sur 565 établissements, 559 sont aux mains du privé, qui a été fortement encouragé, dit El Djeich par

le Code des Investissements de 1966. Il occupe 16 000 employés et assure 44 % de la production.

L'article signale que la SONITEX a des difficultés d'écoulement de sa production "alors que la production nationale du textile ne répond pas encore à la demande du marché national".

Dans EL DJEICH d'octobre 1972

On peut lire un article sur la société nationale des lièges. ^{je} précise l'insuffisance de la récolte du liège "Pour un outillage et un personnel de production qui pourraient traiter jusqu'à 300 000 quintaux de liège annuellement, la S.N.L. ne dispose que de 110 à 130 000 quintaux".

L'insuffisance est attribuée en partie aux "dégâts" qui seraient dus "en majeure partie aux déprédations des populations riveraines qui n'ont aucune ressource et qui cueillent le liège avant sa maturité et causent des blessures à l'arbre". Il est proposé de constituer des "villages forestiers dûment organisés (qui) fixeront ces populations riveraines et leur assureront un emploi permanent, donc l'élévation de leur niveau de vie, toute l'année, en se transformant en ouvriers forestiers, en auxiliaires les plus efficaces de l'Administration des Eaux et Forêts."

Dans EL DJEICH de spetembre 1972

Un article sur la pêche. Mis à part le style, rien d'intéressant.

L'IMPERIALISME DANS LE TIERS MONDE

AFRIQUE - ASIE n° 14 du 2 au 15 octobre 1972

- L'Afrique du Sud s'intéresse aux ressources hydroélectriques du Mozambique. Ce pays est occupé par le Portugal. Une guérilla est animée par le FRELIMO (Front de Libération du Mozambique). Le Portugal rêve d'en faire un nouveau Brésil, c'est-à-dire une colonie de peuplement, mais il n'a pas de moyens financiers suffisants pour y parvenir. L'Afrique du Sud pourrait l'y aider si elle pouvait disposer des ressources en électricité du barrage prévu à Cabara Bassa ("le plus grand barrage d'Afrique"), mais non encore construit par manque de sources de financement.

L'Afrique du Sud, totalement démunie de ressources hydroélectriques rêve de "créer une chaîne de centrales électriques couvrant le Lesotho, le Botswana, le Swaziland, l'Angola, le Mozambique, la Rhodésie et même la Zambie, au profit de l'Afrique du Sud".

- Le journal signale cette publicité parue dans le "Chicago Tribune" fin juillet dernier (la référence exacte manque) : "Toute personne intéressée par des projets de colonisation en Ethiopie est invitée à téléphoner au 723.9041 ou à se présenter au 7012 S. Halsted Street, Chicago."

Elle émane de l'organisation américaine Ethiopian World Federation qui annonce aussi la "mise à la disposition gratuite de 10 000 hectares de terre par HAILE SELASSIE pour un projet de colonisation".

(8.

Et Afrique-Asie cite le journal américain : "Profitez-en ... 10 000 hectares de terre sont offerts gratuitement, en Ethiopie, à la seule condition que les colons paient des impôts qui seront de l'ordre de 25 dollars par an. On s'attend à une ruée comparable à celle de l'Oklahoma au temps des pionniers quand ce projet de colonisation commencera."

Le but annoncé par le gouvernement Ethiopien est l'extraction de phosphate et de cobalt par les colons américains. Mais, leur implantation se fait dans une région (la province de Bâle) qui connaît des révoltes armées :

- de 1964 à 1969, les paysans se sont révoltés contre les mesures d'expropriation et de christianisation (la région est de religion musulmane), prises par des membres de la famille royale et l'église orthodoxe. Cette révolte a été écrasée avec l'aide des troupes anglaises en 1969.

Le but du gouvernement Ethiopien serait donc de mettre les américains dans le coup puisque le Pentagone aurait (selon Afrique-Asie) déclaré à plusieurs reprises qu'il intervendrait en Ethiopie "si des vies américaines étaient menacées par une insurrection" et aurait "déjà préparé un manuel antiguérilla à l'usage des Special Forces Operation in Ethiopie".

Peut être est-ce là le prochain Vietnam. Rappelons-nous aussi que les Américains ont procédé à un relevé méthodique (photographie aérienne) du territoire algérien et que cela pourrait bien être en vue de la préparation d'un manuel réservé à notre pays.

Le FIGARO du 2 octobre 1972 annonce que "du 5 au 13 octobre prochain, sous la conduite de M. Paul HUVELIN, président du C.N.P.F., assisté de M. Claude EVAIN, directeur des Relations Internationales, 13 chefs d'entreprises entreprendront le voyage vers PEKIN avec deux objectifs :

- définir les secteurs industriels susceptibles d'intéresser les Chinois et les Français ;

- et étudier les moyens permettant, dans ces secteurs, de développer les échanges entre les deux pays".

(Le C.N.P.F. est le Conseil National du Patronat Français).

L'article note que "depuis la rupture de la Chine avec l'U.R.S.S. , la majeure partie (68 %) du commerce extérieur chinois se fait avec des pays occidentaux". Dans l'ordre : le Japon (27 %), la R.F.A., le Canada. La France venant au cinquième rang pour ce qui concerne les fournisseurs.

Parmi les clients de la Chine, le premier est de loin HONG-KONG.

Notons aussi qu'"en 1970 avec un montant de 4,2 milliards, les échanges extérieurs chinois ont représenté moins de 1 % du commerce mondial, pas plus que celui de la Norvège ou de la Yougoslavie.

	<u>1960</u>	<u>1971</u>
Importations	1931	2148 milliards de dollars
Exportations	2075	2318 milliards de dollars

(L'unité est donnée par le Figaro, mais il semble qu'il s'agisse plutôt de millions de dollars).

Les chiffres en milliards de NF. (ou millions ?)-

1 dollar = 5 F. nouveaux.

- 1 931	=	9 655
- 2 148	=	10 740
- 2 075	=	10 375
- 2 318	=	11 590
- 4,2	=	21.

LE MARCHE CHINOIS

La Chine achète :

- du blé (14 % des importations en 1970)
- du fer et de l'acier (14,5 % des importations en 1970)
- des machines et des équipements (16,6 % des importations en 1970)
- des engrains chimiques (16,8 % des importations en 1970).

Le Figaro note "Les biens d'équipement qu'elle acquiert sont d'une technologie avancée et le contrat que vient de signer la société de l'AIR LIQUIDE avec le gouvernement chinois illustre les rapports qui peuvent s'établir. Ce contrat porte sur la livraison de quatre oxygènes capables de fournir 200 tonnes d'oxygène à 99,5 % par jour. Le montant de la commande atteint 60 millions dont 10 % payés à la commande, 80 % à la livraison, 10 % dans les 24 mois qui suivent".

LE MONDE DU 6 OCTOBRE 1972

Rapporte une déclaration de MAC NAMARA "La banque mondiale doit savoir si ses prêts ont une utilité sociale".

A la question : "C'est ainsi que vous avez décidé récemment qu'elle devait accorder des crédits pour financer des programmes de contrôle des naissances ou d'éducation ; la question qui se pose est alors de savoir si, dans votre esprit, la Banque Mondiale est vraiment une banque ?".

MAC NAMARA, (ancien ministre du gouvernement américain) répond en donnant cette définition de la B.I.R.D. (Banque Mondiale) : "Une banque ordinaire prête de l'argent sans avoir à proprement parler à se demander à quoi sera affecté le capital qu'elle met ainsi à la disposition de l'emprunteur, celui-ci fut-il un Etat. Ce dont elle se préoccupe, c'est que ce capital lui soit restitué avec le profit attendu. Une agence de développement, à quoi s'apparente la B.I.R.D., a également ce souci; ce en quoi elle se distingue d'une banque, c'est qu'elle se soucie en plus de l'affectation qui sera donnée à la somme qu'elle avance et à l'utilité qui en résultera pour le pays emprunteur ... Elle (la banque mondiale) ne prêtera que pour financer des projets jugés utiles pour l'essor et le mieux être du pays".

La B.I.R.D. est donc intéressée par le profit à réaliser, ce que Le Monde résume de cette façon :

(10.

"Dans le rapport annuel qu'il avait présenté à l'assemblée générale , le Président de la B.I.R.D. avait du reste noté qu'en dépit de la nouvelle orientation données aux activités de la banque et de ses filiales, son revenu net avait continué d'augmenter".

Quant à l'"utilité sociale" des prêts, Le Monde rapporte que la B.I.R.D. a cessé de consentir tout prêt au Chili depuis le 10 juillet 1970, (Le gouvernement ALLENDE a pris le pouvoir en novembre 1970), "à cause de la politique de nationalisations menée par ce pays".

Peut-être est-ce alors d'"utilité" politique que MAC NAMARA aurait dû parler.

7 - 8 OCTOBRE 1972

A propos des relations CHINE - JAPON, "Le Figaro" rapporte que ce dernier pays avait reçu des propositions soviétiques pour :

- extraire en commun du charbon et du pétrole de Sibérie, ainsi que du gaz ;
- exporter vers le Japon ces produits et en particulier du gaz qui serait liquéfié dans une usine construite par les Japonais.

Les Japonais auraient été intéressés, mais ont associé aux négociations les compagnies américaines EL PASO et GULF OIL, ainsi que la compagnie italienne E.N.I. Ceci pour ne pas mécontenter les Chinois, car l'intention des Russes pourrait être d'utiliser les chemins de fer et les routes construites pour la réalisation du projet, pour renforcer et ravitailler ses troupes frontalières et sa marine.

Les compagnies américaines auraient d'ailleurs essayé de négocier directement avec les Soviétiques.

Le Figaro voit en ces propositions soviétiques une explication de la politique chinoise : "Les Japonais ont trouvé, chez leurs interlocuteurs Chinois, une volonté de coopération dans le domaine économique assez inattendue".

Le Figaro après avoir annoncé un accord entre le Groupe Japonais MITSUBISHI (Chantiers Navals) et PEKIN ajoute :

"Trois points semblent avoir d'ores et déjà fait l'objet d'un second accord entre PEKIN et TOKYO. La banque japonaise d'Import-Export accordera des crédits à long terme à la Chine. PEKIN examinera favorablement un projet d'exploitation en commun des gisements d'hydrocarbures "off shore" (en mer) et continentaux. Des missions chinoises se rendront au Japon pour discuter d'autres projets communs dans les secteurs de la sidérurgie, de la construction électrique lourde et de l'agriculture".

PENETRATION IMPERIALISTE EN ALGERIE

EL MOUDJAHID DU 6 octobre 1972

Une délégation algérienne, conduite par MAHROUG, s'est rendue dernièrement à Washington pour assister à l'assemblée annuelle du F.M.I. (Fond Monétaire International).

Profitant de cette occasion pour trouver d'éventuels prêteurs de fonds, elle signe des contrats avec les représentants du Canada, de l'Allemagne Fédérale et de plusieurs banques dont :

- La B.I.R.D. à qui l'Algérie avait déjà demandé le financement de plusieurs projets (notamment le triangle routier : Annaba, Constantine, Skikda). Le président de cette banque MAC NAMARA a souhaité que l'Algérie présente plus de projets ... Notons que la plupart des projets algériens sont faits par des entreprises américaines.

- L'Exporting Bank des U.S.A., malgré sa réticence à avancer des capitaux pour concrétiser les contrats de fourniture de gaz. Le pouvoir voudrait que cette banque étende ses activités, en Algérie dans les domaines de la recherche minière, de la construction immobilière et des transports.

- La Banque Européenne de développement. La délégation a invité les banques européennes à investir en Algérie.

El Moudjahid du 14 octobre 1972

M. BDUTEFLIKA a été reçu, à sa demande, par M. ROGERS, ministre américain des Affaires Etrangères, le 11 octobre 1972 à New York. L'entretien a porté sur le développement du commerce entre l'Algérie et les U.S.A., ainsi que sur la nécessité de rétablir les relations diplomatiques entre les deux pays (relations rompues démagogiquement par BOUMEDIENNE lors de la guerre des Six Jours).

Cette visite est certainement liée aux difficultés que rencontre la SONATRACH pour la signature et l'application des contrats de fourniture de gaz.

El Moudjahid du 6 octobre 1972

Un consortium bancaire international ayant pour chef de file la banque de l'Union Européenne s'est engagé à prêter 30 millions de dollars, soit environ 150 millions de DA au C.P.A. (Crédit Populaire d'Algérie). Ce prêt remboursable en sept ans a été paraphé, en présence de M. Smâïl MAHROUG le 5 octobre 1972 au Palais du Gouvernement.

La presse diplomatique présente ce prêt comme étant de type nouveau parce qu'il offre la possibilité d'être utilisé dans plusieurs devises et permet des importations de toute nature et de toute origine.

Cependant, cette même presse ne souffle mot ni sur le taux d'intérêt, ni sur les conditions fixées par les prêteurs (parmi ces derniers figure l'U.R.S.S. et la Pologne). A l'issue de l'accord M. Jean de DREUZY, P.D.G. de la Banque de l'Union Européenne, déclare notamment : "A l'extrême diversité des origines des banques participantes s'oppose l'extraordinaire homogénéité de leur nature". (La République du 6 octobre 1972).

Composition du consortium

- Associated Japonese Bank Limited
- Banco Exterior de Espana
- Banco Popular Espagnol
- Bank of Montreal
- Ban Polska Kasa Opieki (Pologne)

- . Banque Commerciale pour l'Europe du Nord
- . Banque internationale pour la coopération économique
- . Banque Nationale de Paris
- . Caisse nationale de Crédit Agricole
- . Crédit du Nord
- . First National Bank of Boston
- . Interbanca
- . Interunion banque
- . Llyods et Bolsa International Bank Limited
- . Banque de l'Union Européenne
- . Marine Midland Bank - New York
- . The Tokai Bank Limited
- . United International Bank Limited
- . Westdeutsche Landesbank Girouzentrale.

El Moudjahid du 21 octobre 1972 - LES MARTYRS DU DEVELOPPEMENT

Parmi les victimes de la catastrophe aérienne de Moscou (13.10.72) se trouvaient cinq cadres de la SONATRACH "en mission" en U.R.S.S. Ces décès ont été l'occasion, pour la presse et les autorités, de lancer une campagne sur le thème "jeunes cadres au service de la patrie".

En fait, ce tapage vise :

. d'une part, à convaincre l'opinion algérienne de la validité de la politique de la SONATRACH qui n'est pourtant qu'un moyen de pénétration impérialiste dans notre pays.

. d'autre part, par un style pleurnichard (sentimental), on tente de dédouaner aux yeux des masses les cadres des sociétés nationales, dont on rappelle qu'ils laissaient des enfants en bas âge.

Lorsqu'on connaît le nombre d'ouvriers qui meurent chaque jour dans les entreprises des sociétés nationales parce que le minimum des conditions de sécurité n'est pas respecté et le silence de la presse et des autorités sur ces crimes ; on comprend alors que cette campagne publicitaire est faite pour intoxiquer les masses et les empêcher d'avoir des réactions de classe.

El Moudjahid du 24 octobre 1972 - EXPORTATIONS DE FRUITS ET LEGUMES FRAIS

Pour l'année, allant du 1er septembre 1971 au 31 août 1972

- <u>AGRUMES</u> (oranges, clémentines, monréals, mandarines)	1 608 532 quintaux
- <u>AUTRES FRUITS</u> - (dattes ordinaires, Deglet-Nour, etc ...)	76 452 quintaux
- <u>LEGUMES FRAIS</u> (Pommes-de-terre, tomates, artichauts, oignons, courgettes, etc ...)	296 072 quintaux
<u>TOTAL</u>	1 981 056 quintaux =====

- PRODUITS NORMALISES

(huile d'olives, olives de conserve,
cuir végétal, alfa, tapis,
poissons de conserve, etc ...)

279 908 quintaux

Notons que les exportations de fruits et légumes de cette année sont inférieures de 10.262 quintaux à ceux de l'année dernière pour la même période (1 991 318 quintaux). Et ce, malgré la politique des pénuries et de "dynamisation des exportations". Ce résultat est la conséquence d'une chute au niveau de la production.

El Moudjahid du 17 octobre 1972 au 24 octobre 1972

Le 12 octobre 1972, une délégation algérienne s'est rendue en R.D.A. YACHECHI YAKER la rejoint le 16 octobre. Promouvoir les échanges (préoccupation majeure du pouvoir) entre les deux pays, semble être le but de ces déplacements.

Cependant, malgré les déclarations d'autosatisfaction de YAKER, les résultats obtenus en dix jours de discussions sont maigres (pour ne pas être inexistant). En effet, le 21 octobre, les deux parties ont signé :

- un accord et statut portant création d'un comité mixte de coopération économique, scientifique et technique.
- un protocole sur les échanges commerciaux en 1973.
- un protocole sur la "coopération" scientifique et technique en 1973.

Dans le même temps, une délégation de la R.D.A. (experts en formation professionnelle) visitait l'Algérie. El Moudjahid du 24 octobre 1972 signale que la "coopération" entre les deux pays donne déjà des résultats et il cite les centres (F.P.A.) de Rouiba où l'encadrement est confié à des moniteurs est-allemands.

Notons que YAKER et sa suite ont regagné Alger en passant par la Roumanie (le 23 octobre 1972) où ils ont visité la Foire Internationale de Bucarest.

DANS LE MONDE

► L'U.R.S.S. décide d'importants achats de céréales auprès de différents pays capitalistes depuis juillet. Le manque de céréales se répercute sur l'élevage par l'abattage des bêtes. Selon M. PAVEL LOBANOV (Président de l'Académie Agricole Lénine), la récolte ne serait que de 167 millions de tonnes contre 195 prévus au GOSPLAN.

L'article publié par ailleurs donne une explication de cette crise de l'agriculture soviétique.

► Dans le Nouvel Observateur du 11 octobre 1972 : à la question "On dit du côté américain que vous êtes en état de poursuivre votre actuel effort militaire au moins deux ans, est-ce une information sérieuse ? Dans l'ensemble, vos adversaires sont-ils bien renseignés sur vous ?"

PHAN VAN DONG, Premier Ministre du Nord Vietnam répond : "Non, parce qu'ils réduisent tout à des chiffres. C'est pourquoi ils n'arrivent pas à comprendre les éléments et la nature de cette guerre. Cette guerre n'est pas une question d'effectifs, de matériel, d'ordinateur. Il arrive un moment où l'ordinateur ne fait plus qu'accumuler les sottises. Deux ans, disent-ils ? Ils vont de faux calculs en faux calculs".

MOYEN - ORIENT -

Durant la semaine du 15 au 20 octobre, une série d'attentats a été dirigée contre des Palestiniens en Italie, à Tripoli, à Alger, etc ...

Par les bombardements des camps de réfugiés, par la répression à l'intérieur des territoires occupés, par le terrorisme sioniste, Israël cherche à réduire le peuple palestinien au silence. Notons que ceux qui s'étaient indignés des évènements de MUNICH ne font pas grand bruit à propos de la violence israélienne : "l'opinion internationale" a un caractère de classe impérialiste.

Dans le même ordre d'idée, 1500 Arabes ont été expulsés d'Allemagne Fédérale durant le mois de septembre (selon Le Figaro du 2 octobre). Les mêmes mesures continuent d'être appliquées durant le mois d'octobre.

Le Monde du 20 octobre 1972 :

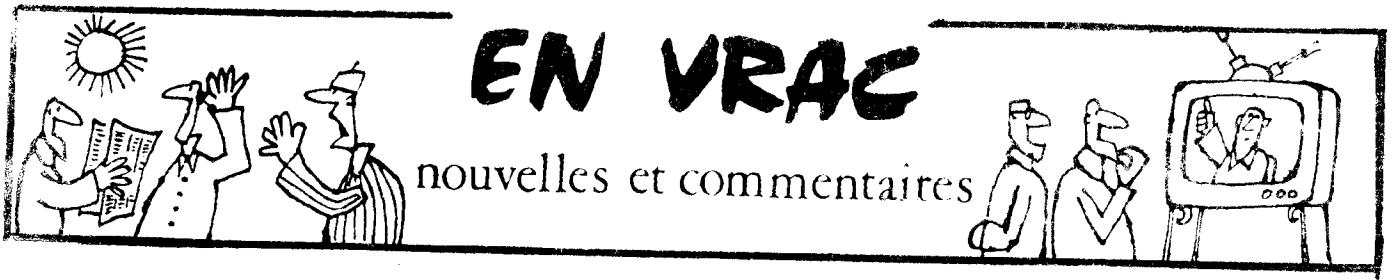
SEDKI, premier ministre égyptien est semble-t'il revenu bredouille de son voyage à MOSCOU où il tentait de renouer le dialogue pour demander des armes offensives.

Le Monde du 21 octobre 1972 :

La position de ARAFAT au sein du FATH est affaiblie. Une tendance plus dure (ABOU YOUSSEF KAYED) reproche à ARAFAT : "d'avoir par ses attitudes conciliantes, voire même "attentistes" exposé la résistance à une "mort lente" après le coup qu'elle a reçu en Jordanie en septembre 1970".

Ce conflit aurait été provisoirement réglé après l'intervention de l'Algérien M'Hammed YAZID, laquelle doit se traduire par le départ de ABOU YOUSSEF KAYED vers Alger.

Une autre tendance que le Monde qualifie de "nationaliste extrémiste" (YAHIA ACHOUR, HAYEL ABDEL HAMID) reproche à ARAFAT sa "complaisance servile" à l'égard des régimes arabes.



CALAMITE NATURELLE OU RESPONSABILITE DU POUVOIR

2 morts, 70 sans abri. Après les pluies qu'a connues TIARET dimanche 1er octobre 1972, l'égout collecteur de l'Oued TOLBA a éclaté en plusieurs endroits sur une distance de 300 mètres. Inondant la ville, l'eau a atteint dans plusieurs rues et maisons, une hauteur de 1,70 m.

El Moudjahid du 7 octobre 1972, en rapportant ces faits, les présente comme une calamité naturelle contre laquelle on ne peut rien faire. Pourtant, la vétusté des réseaux des eaux étant connue et les risques d'inondation parfaitement prévisibles, le pouvoir n'en a pas moins ignoré leur entretien (non rentable du point de vue bourgeois).

Le président de l'A.P.C. de TIARET déclarait en février 1972 (El Moudjahid du 12-13 février 1972) que des habitants s'installent dans des bidonvilles "comme par exemple la cité "Galibert" où ils sont à la portée de la moindre intempérie".

Ces faits montrent qu'aucune action n'est entreprise pour protéger les masses contre de tels risques, alors que "l'hiver s'annonce rude à TIARET et ces dernières pluies ne sont que le prélude d'une saison qui inquiète d'ores et déjà bien des familles". (El Moudjahid du 7 octobre 1972).

Il en est de même des explosions des canalisations de gaz qui sont de plus en plus fréquentes. Elles sont présentées comme des accidents pour dégager la responsabilité du pouvoir, alors qu'elles montrent en fait, car elles sont prévisibles (manque d'entretien des réseaux, passage du gaz de ville ~~au~~ gaz naturel) que le pouvoir se désintéresse totalement du sort des masses.



ACTUALITE

LA RENTREE SCOLAIRE 1972-1973

LE POUVOIR ACCENTUE SA POLITIQUE DE CLASSE

Que ce soit dans le primaire, dans le secondaire ou à l'université, la rentrée 1972-1973 est caractérisée par une dégradation nette de la situation, à la fois au niveau de l'infrastructure, de l'encadrement et de l'enseignement.

Cette dégradation est le résultat de la politique de classe pratiquée par le pouvoir depuis l'indépendance.

Dans le primaire -

O'après le gouvernement, il y aurait, cette année 2 254 400 inscrits dans le primaire, ce qui correspondrait à une augmentation de 236 309 élèves par rapport à l'année dernière.

En fait, ces chiffres masquent la réalité et, comme beaucoup d'autres, ils sont souvent incontrôlables.

- les inscrits dont se glorifie le pouvoir ne sont pas tous effectivement scolarisés comme en témoigne ce directeur d'école de Médrissa (Tiaret) : "Pour un effectif de 250 élèves, il n'y avait que trois locaux servant de classes. Ces locaux sont très vieux : vitres cassées, murs délabrés. Dans la grande cour, il n'y a aucun préau pour que les élèves puissent s'y abriter, pas de sanitaires, pas d'eau, la cour remplie de pierres et saletés jonchant le sol ...". (El Moudjahid du 12 octobre 1972).

- A la campagne, les enfants nouvellement inscrits ont tous plus de six ans, alors que les enfants de la petite-bourgeoisie et de la bourgeoisie bénéficient, dans les villes, d'écoles maternelles à partir de cinq ans.

- Les enfants qui sont scolarisés le sont très mal, le ministère ayant décidé pour pallier le manque de locaux, de pratiquer la double vacation : deux groupes de 40 élèves chacun occupent une même classe à raison de quatre heures par jour pour chaque groupe.

Pour masquer cela, le pouvoir a recours au mensonge. Il prétend par exemple que depuis l'an dernier, il a construit 4000 classes nouvelles dans le primaire (El Djeich n° 113 et Révolution Africaine n° 477). Ce qui est impossible.

En effet, cela signifierait que chaque jour, pendant 365 jours, 11 classes sont achevées complètement quelque part en Algérie. Les nombreux témoignages du pays signalent la construction de villas, de logements, de fonctionnaires, de stades, de mosquées, mais les écoles-champignons restent du domaine de la propagande gouvernementale.

- le pouvoir en affirmant qu'il y a 55.900 enseignants dans le primaire, ne précise pas que 5000 d'entre eux au moins sont des directeurs déchargés de l'enseignement. Il oublie également de dire que chaque enseignant s'occupe de 80 élèves et que de ce fait la qualité de l'enseignement (sans aborder le contenu) ne cesse de se déteriorer. Malgré tout cela, le pouvoir continue à faire croire à la scolarisation massive dans le primaire pour tenter de calmer le mécontentement grandissant des parents dont les enfants continuent à être privés d'école.

Dans le secondaire

Il y aurait 340 710 inscrits (soit une augmentation de 53 000 par rapport à l'an dernier). Or, à côté de cela le pouvoir prévoit la création de 13 000 places nouvelles, seulement où iront les autres élèves ?

Pour le moment, on continue de résoudre ce problème en pratiquant sciemment une sélection forcenée au niveau de la 6ème et de la Seconde et en "orientant" les élèves vers les Instituts nationaux où après une formation hâtive et bâclée de douze mois, ils auront des diplômes qui ne leur assureront même pas l'emploi.

Cette option a été réaffirmée par BEN MAHMOUD, ministre des enseignements primaire et secondaire dans son interview à l'A.P.S. du 30 septembre 1972. Elle est caractérisée par l'effort du gouvernement de multiplier des collèges d'enseignement moyens spécialisés (agricole, technique) ainsi que les instituts spécialisés (Institut de Météorologie, de Télécommunications, I.A.P.).

Dans le Supérieur

Des lettres en provenance du pays donnent des détails sur la situation alarmante concernant les étudiants d'origine modeste :

- des queues interminables pour les inscriptions, des retards dans le paiement des bourses ;
- des restaurants archi-combles où les étudiants à partir d'une certaine heure mangent à même le sol ;
- des services d'autocars très défectueux ;
- des hamams envahis par des étudiants ne pouvant payer l'hôtel.

Voilà ce qui caractérise la rentrée universitaire. Cette situation qui ne cesse de s'aggraver depuis l'indépendance est la conséquence logique de la politique du pouvoir caractérisée par une volonté de rentabiliser l'université à tout prix.

Cette rentabilisation au niveau de la population étudiante s'accompagne d'un gaspillage incroyable qui enrichit la bourgeoisie et consolide la pénétration impérialiste. Ainsi, l'université de Constantine qui sera achevée en principe cette année aura coûté 28 milliards d'anciens francs. Mais, on n'a pas prévu le logement des 20 000 étudiants qui devraient la fréquenter. (Le Monde du 7 octobre 1972).

On prévoit également la construction de l'université ~~sous~~ la direction de l'architecte japonais KENZO TANGE et selon les normes des pays capitalistes. Mais, parallèlement on fait tout pour diminuer le nombre des étudiants à l'entrée du supérieur (quota de reçus au bac fixé à l'avance), et à la sortie (par l'application de la nouvelle réforme) en espérant les récupérer le plus vite possible afin de les utiliser.

Ainsi, dans tous les domaines de l'enseignement, le pouvoir s'efforce à la fois de servir sa politique de rentabilité au profit de la bourgeoisie d'Etat (former rapidement ~~les~~ agents d'exécution dont elle a besoin, ouverture de marchés profitables), tout en développant une propagande mensongère dans le but de diminuer le mécontentement populaire.

Etude :

L'AGRICULTURE SOVIETIQUE

55 ans après la Révolution d'Octobre, l'U.R.S.S. recourt à l'extérieur pour satisfaire ses besoins en céréales. L'importance des récents achats soviétiques, soit 25 millions de tonnes de céréales dont 18 millions en blé, révèle plus qu'un grave déficit de sa production céréalière, une crise de toute son agriculture et une orientation de la bourgeoisie d'Etat russe vers une intégration totale de son économie dans le marché capitaliste mondial.

Quelle fut l'évolution historique de l'agriculture soviétique et quels sont les enseignements qu'on peut en tirer par rapport aux problèmes de la construction du socialisme ?

Production agricole actuelle et importations

1970 fut, avec 186,6 millions de tonnes de céréales et un rendement de 15,39 hectares, l'année de la plus grosse récolte de l'histoire soviétique. Celle de 1972 se situerait, de l'avis des "experts" tant occidentaux que soviétiques entre 162 et 167 millions de tonnes, alors que les prévisions du GOSPLAN (1) fixaient 195 millions de tonnes pour la même année. L'élevage connaît également des difficultés : le cheptel ovin et caprin compte 136 millions de têtes et a diminué de 2 %; le cheptel bovin 25,6 millions de têtes alors qu'il devrait compter selon les prévisions du Plan quinquennal 40 millions de têtes.

Ce qui ressort de ces chiffres, c'est l'existence d'une distorsion entre les prévisions du "Plan" et la production réelle. Ce décalage reflète d'ailleurs la contradiction objective qui existe entre les planificateurs, les technocrates et les producteurs.

La situation sur le "front agricole" serait jugée alarmante à en croire les appels répétés lancés par la presse à la population pour rassembler la récolte et éviter les nombreuses pertes occasionnées dans le séchage, le transport, etc ... Ainsi, la Pravda du 8 août 1972 : *"il n'y a rien de plus important actuellement que de rassembler la récolte de la deuxième année du Plan quinquennal, rapidement et sans pertes"*. Cette même presse n'hésite pas à parler de "combat", de "bataille de la moisson". Et la tournée de BREJNEV dans la Sibérie occidentale et le Nord Kazakhstan pour contrôler sur place les réalisations du "Plan", illustre les préoccupations des dirigeants soviétiques ; le but de cette opération étant de surveiller la rentrée des récoltes et la vente des blés à l'Etat.

La crise de la production céréalière, aggravée cette année par des conditions climatiques défavorables, est d'ailleurs confirmée par les massives importations de céréales. Les principaux contrats ont été signés avec les Etats Unis : 11 millions de tonnes de blé, 5 millions de tonnes de maïs et 1 million de tonnes de soja ; le Canada : 5 millions de tonnes de blé, et enfin l'Australie ; la France et la R.F.A. : soit 1 million de tonnes de céréales pour chacun de ces pays. Ces achats coûteront à l'U.R.S.S. quelque 2 milliards de dollars (10 milliards de DA) plus 200 millions de dollars (1 milliard de DA), de frais de transports.

Pour la même période, les pays capitalistes ayant d'énormes réserves de grains cherchent à réduire les emblavures. Les importations soviétiques, considérées comme les plus importantes de l'histoire du commerce des céréales, font la joie des milieux d'affaires internationaux et permettent donc d'assainir le marché capitaliste de ses encombrants excédents. Cela n'aurait pas été possible sans l'existence d'un climat de "parfaite entente".

Quand on sait que l'U.R.S.S. possède 230 millions d'hectares de terres cultivées pour 245 millions d'habitants, soit près d'1 ha par habitant, alors que la Chine qui nourrit correctement sa population dispose d'1 hectare pour 7 habitants, il convient de se poser quelques questions.

Les "spécialistes" citent souvent comme causes des difficultés actuelles de l'agriculture soviétique, de mauvaises conditions climatiques, une mauvaise utilisation des terres, des engrains, des machines et une "certaine neutralité" de la paysannerie russe. Leurs explications, souvent techniques, restent muettes sur le problème de la nature de classe de l'Etat soviétique. Il faut donc, pour la comprendre, situer l'agriculture soviétique dans son contexte historique et politique, c'est-à-dire par rapport à un certain nombre de contradictions héritées du capitalisme : agriculture-industrie ; villes-campagnes ; ouvriers-paysans.

Rappel historique

La Révolution d'Octobre, c'est la prise du pouvoir par le prolétariat russe, mais c'est également la lutte révolutionnaire de la paysannerie, dans un contexte de crise généralisée du système capitaliste. Au moment où les ouvriers attaquent de front la bourgeoisie par des grèves, des insurrections, les paysans de leur côté refusent de payer les impôts aux koulaks (2) saisissent les terres et le bétail et entreprennent la culture commune du sol. En même temps, ils envoient leurs délégués au prolétariat des villes.

Le deuxième décret pris par LENINE (après celui sur la paix) consacrait la nationalisation des terres et leur remise en jouissance gratuite aux paysans. 152 millions d'hectare furent ainsi distribués et formeront les kolkhozes (3). alors que 3 millions d'hectares vont être groupés en soubkhozes (4) ou fermes d'Etat. Ce décret, dans la série des mesures concrètes pour consolider la dictature du prolétariat eut pour effet d'amener la paysannerie sur les positions du prolétariat révolutionnaire, face à l'intervention étrangère dans la période de guerre civile de 1918 à 1921. C'est ce qu'on appellera "le communisme de guerre".

Cette période d'intenses luttes de classe s'accompagne d'une gigantesque famine et de graves épidémies touchant surtout les masses populaires. Il y aura plusieurs millions de morts. Face à la menace d'une restauration du capitalisme et du fait de l'existence d'un marché noir des principales denrées, le gouvernement bolchévique décide l'envoi de détachements armés pour saisir le surplus de grains. Cette décision fut dictée par l'illusion que les paysans moyens disposaient d'énormes stocks de vivres. LENINE dira plus tard : "L'essence du communisme de guerre était que nous prenions au paysan tout son surplus et, parfois, non seulement son surplus mais une partie des grains dont il avait besoin pour se nourrir". (Oeuvres, tome 32, page 364). Cependant, en dépit de ces mesures abusives, les paysans continuent à soutenir le nouveau régime car ils craignent toujours le retour des anciens propriétaires. La production agricole va toutefois s'en ressentir, car les paysans ne vont plus produire que ce qui leur est nécessaire. A la fin de 1920, le total des surfaces ensemencées représente seulement les 3/5ème de ce qu'il était en 1913. La production agricole connaît une chute de 40 %. Sur le plan des échanges des produits matériels, cette période fut marquée par l'existence de

mécanismes officieux qui ignoraient l'économie monétaire. L'emploi de monnaie ayant disparu, le troc fut largement employé.

La période suivante fut celle de la NEP (4) de 1921 à 1928. Dans le but de rétablir la production et d'atténuer le mécontentement de la paysannerie, des mesures sont prises dont l'abandon des mesures de réquisitions, une extension de la liberté de commerce et un retour à l'économie monétaire. La N.E.P. qui constituait un recul "tactique" de la Révolution, favorisait particulièrement la classe des paysans moyens et riches. La production agricole augmente de 18 à 24 %, mais sera orientée surtout vers l'autoconsommation, car la baisse des prix agricoles n'encourageait pas la vente du grain. C'est la "crise des ciseaux" où les prix industriels vont être privilégiés par rapport aux prix agricoles. La N.E.P. aboutit finalement à un blocage de l'approvisionnement et à la consolidation d'une classe de "koulaks" ou paysans riches dont l'existence s'oppose objectivement à la dictature du prolétariat.

La collectivisation forcée des campagnes est décidée. Cette collectivisation signifie la liquidation totale des "koulaks" et la priorité à l'industrialisation. L'échec de la révolution mondiale et l'éventualité d'une intervention étrangère amenèrent STALINE à considérer l'industrialisation comme le meilleur garant de la défense et de la continuation du socialisme. Le schéma officiel est celui d'une accumulation réalisée grâce aux surplus dégagés de l'agriculture.

Dans "Les questions du lénonisme" STALINE dira : "il faut agrandir les exploitations agricoles pour les rendre aptes à une accumulation et à une reproduction élargie". C'est le pompage des revenus agricoles. La paysannerie, dans son ensemble, fut traumatisée par la brusque collectivisation qui provoqua une rupture définitive entre une large fraction de cette classe et le pouvoir soviétique. Beaucoup de paysans préfèreront abattre leur bétail plutôt que de l'amener au kolkhoz. De 1929 à 1933, le cheptel bovin passe de 60 à 33,5 millions de têtes ; le cheptel ovin et caprin de 115 à 37 millions de têtes. Destruction des forces productives agricoles et famine caractérisent les années 32-33. Une dizaine de millions de personnes seront décimées. Les paysans restent sous-rémunérés, les prix agricoles très bas, le seigle "obligatoire" acheté 8 roubles le quintal par l'Etat, est revendu aux minoteries 93 roubles le quintal, alors que les prix industriels ne cessent de croître.

En 1935, devant l'échec de la collectivisation, des concessions importantes sont faites à la propriété individuelle et une mécanisation poussée de l'agriculture est amorcée : 1930 : 72 000 tracteurs ; 1937 : 450 000 tracteurs. Les récoltes dépasseront celles de la N.E.P. Il faut retenir de cette période l'existence d'un double secteur : les kolkhozes et la propriété individuelle dont la part constituera près du tiers de la production totale.

La seconde guerre mondiale causera d'énormes pertes : 20 millions de morts, soit 10 % de la population, 7 millions de chevaux, 7 millions de bovins, 20 millions de porcs disparus, 137 000 tracteurs, 49 000 moissonneuses détruites. Mais, l'U.R.S.S. remporte une grande victoire sur l'Allemagne nazie. Etait-ce également une victoire du socialisme ?

En 1953, STALINE est mort. Les nouveaux dirigeants révisent leur politique agricole et prennent une série de mesures : la réduction de moitié de l'impôt rural sur le secteur privé, le relèvement des prix agricoles, l'encouragement de l'élevage privé. De 1953 à 1958, la production globale agricole s'accroît de 51 %. La production céréalière par exemple passe de 81 à 134 millions de tonnes. La campagne "souffle" quelque peu du fait de la modifications des termes de l'échange, de la cessation des livraisons obligatoires et de la réduction des redevances sur les kolkhozes.

Cependant, ces progrès vont être freinés :

- dès 1959, une grande partie des kolkhozes est transformée en sovkhozes : les kolkhozes passent de 152 millions d'hectares à 114 millions d'hectares en 1962. Et l'opération "terres vierges" qui avait pour but le défrichement de 42 millions d'hectares de terres donnera des résultats modestes, compte-tenu du volume des investissements. Le blé passera de 48 à 63 millions de tonnes. Depuis, la crise n'a pas cessé., et les dirigeants actuels semblent rechercher la solution de leurs problèmes agricoles à l'extérieur.

Paysannerie et socialisme

La politique agricole soviétique depuis 1917 paraît remarquablement fluctuante et conjoncturelle. Les mesures libérales (N.E.P. et début de la période Krouchtchévienne) c'est-à-dire le retour à des mécanismes économiques bourgeois, succèderont aux mesures répressives (communisme de guerre et collectivisation forcée). Le rappel historique resterait cependant sans intérêt s'il ne nous permettait de dégager un certain nombre d'enseignements et de poser des problèmes toujours actuels : nature de classe de l'Etat soviétique, contenu de l'alliance ouvriers-paysans et rôle des paysans dans la construction du socialisme.

La formule de "gouvernement ouvrier et paysan" lancée par les Bolchéviques en 1917 posait au premier plan l'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie. Cependant, si l'on peut dire que d'un côté cette alliance révolutionnaire se réalisa, réellement et contribua à isoler et à détruire l'ennemi de classe bourgeois; d'un autre côté elle fut considérée sous l'angle d'une entente de sommet entre les partis ou fractions politiques représentant ces classes. C'est dire que les positions concernant cette importante question passaient de l'alliance "de principe" ouvriers-paysans à l'alliance "tactique", cette dernière étant nettement cristallisée chez les Trotskytes.

Quelle fut l'attitude de LENINE? D'un côté, il affirme "qu'un seul proléttaire est plus fort que 200 paysans" (tome 32) ; mais d'un autre côté il met en garde : "marcher avec la masse paysanne, infiniment plus lentement que nous ne l'avions rêvé, mais de façon que la masse se meuve avec nous". Pratiquement, la politique suivie fut d'une certaine manière antipaysanne et déjà la première constitution soviétique accordait un député paysan pour 125 000 électeurs et un député ouvrier pour 25 000 électeurs, soit cinq fois plus.

On opposait ainsi officiellement les intérêts des ouvriers et des paysans et la guerre civile, par les nombreuses réquisitions des colonnes ouvrières, va exacerber cette contradiction. Pourquoi cette attitude dès le départ ? Car "la petite production engendre le capitalisme et la bourgeoisie constamment, chaque jour, à chaque heure, d'une manière spontanée et dans de vastes proportions". (LENINE : "La Maladie infantile"). Donc, les paysans sont les suppôts potentiels du capital. Est-ce toujours vrai et dans quelles conditions ? Dans le même ouvrage, LENINE dira pourtant : "Les petits producteurs de marchandises, on ne peut les chasser, les écraser, il faut faire bon ménage avec eux. On peut (et on doit) les transformer, les rééduquer mais seulement par un travail d'organisation très long, très lent et très prudent". Car les paysans, de même que les ouvriers, sont des victimes du capitalisme et ont intérêt à se battre pour le socialisme.

Par ailleurs, le problème de l'alliance fut surtout posé au moment de la prise du pouvoir par le prolétariat. En Russie, en 1917, la paysannerie était surtout influencée par des courants anarchistes et petits-bourgeois. Remarquons d'ailleurs que le problème fut posé plus correctement par les révolutionnaires chinois en faisant confiance aux capacités révolutionnaires des masses paysannes et en les intégrant déjà dans le processus de construction du Parti Révolutionnaire.

Le socialisme, c'est la fin de l'exploitation par la destruction de l'ordre bourgeois et la **s**olution d'un certain nombre de contradictions héritées du capitalisme : ouvriers-paysans ; agriculture-industrie ; villes-campagnes, etc ... contradictions non antagonistes se résolvant par l'éducation et la transformation révolutionnaires.

Le paysan russe, au contraire, même après la période de guerre civile, où les erreurs pouvaient se justifier, a été traité en ennemi et cela au nom d'un schéma directeur qui subordonnait le socialisme à l'industrialisation. Cette industrialisation inachevée par la bourgeoisie devenait la tâche du prolétariat et se faisait sur la base d'une accumulation "socialiste" réalisée grâce au surplus dégagé de l'agriculture. Existe-t'il une accumulation "socialiste" ou au contraire toute accumulation n'est-elle pas toujours capitaliste ? La question ne fut pas posée aux paysans qui payèrent donc le prix de l'industrialisation. N'envisageait-on pas de développer l'agriculture soviétique grâce à l'apport de capitaux étrangers ?

Aujourd'hui, la restauration du capitalisme en U.R.S.S. est totale et ses conséquences rejaillissent sur le sort des kolkhoziens et des ouvriers russes en général. On signale l'existence de nombreux détournements dans lesquels sont impliqués des fonctionnaires du "Parti". Par exemple, en 1962, un premier secrétaire fédéral du Parti accusait "Plus de 7 millions de roubles (38,5 millions de DA) ont été volés dans les ventes de détail." Aujourd'hui, on évite de personnaliser le débat, car le vrai débat serait le procès du social-impérialisme. Le kolkhozien d'aujourd'hui, comme le moujik d'avant, souffre toujours du capitalisme. Il reste un sous-citoyen obligé d'avoir un laissez-passer pour se rendre en ville, sous-rémunéré, etc ... Il a encore un monde à gagner.

o o o

- (1) GOSPLAN : Organisme central de planification créé en 1921.
- (2) Koulak : paysan riche "celui qui tient tout en main".
- (3) Kolkhoz : coopérative agricole. Au début, les paysans les rejoignaient d'eux-mêmes ou étaient invités à le faire. Plus tard, ils furent transformés en salariés.
- (4) Sovkhoz : ferme d'Etat pilote où on mettait à l'épreuve les dernières innovations techniques.
- (N.E.P.) : Nouvelle Politique Economique, inaugurée en 1921, après la fin de la guerre civile.

PETROLE

Extraits d'une revue de l'O.P.E.C.
(Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole)
Annual Review ans Record, 1971, p. 14 à 16.

ALGERIE

Quant à l'Algérie, l'année passée a été une année riche en événements. Après les réformes de base introduites par le gouvernement sur la forme de relations contractuelles avec les compagnies en exercice, et le refus de ces dernières de laisser leur part de pétrole brut, après être devenues des partenaires minoritaires de la SONATRACH, la production annuelle est brusquement tombée au bas niveau d'environ 112 400 tonnes par jour représentant une baisse de 23,7 % par rapport à 1970.

Dans le secteur de la prospection, la SONATRACH a annoncé une découverte de pétrole dans la région de HASSI IMOULAYE, située au sud-est de l'Algérie, près de la frontière Lybienne. On a dit que cette découverte était très encourageante et on parle de plus de 14 000 tonnes de pétrole brut de poids spécifique de 43-44° A.P.L. sur une seule des cibles des zones de rapport.

A propos d'une courte période de l'été 1971, l'examen géophysique en Algérie pendant l'année fut activement mis à exécution par un nombre de groupes dont sept possédés par la SONATRACH et six par ALGEO.

En plus, sous contrat avec la SONATRACH, il y avait 22 groupes américains et deux soviétiques en tenant compte des trois qui venaient juste d'arriver, comme au début d'octobre 1971.

Les équipements de forage comprenaient 29 par la SONATRACH et 3 ou 4 par ALFOR. De plus, il y avait d'autres équipements qui étaient en train d'être assemblés ou bien étaient commandés pour bientôt.

Un rapport de septembre 1971 a mentionné que les dépenses totales de prospection en Algérie en 1971 dépasseraient les crédits annuels prévus d'environ 140 millions de dollars (soit 700 millions de DA).

En décembre 1971, on avait annoncé que la SONATRACH avait accordé six permis d'exploitation totalisant 46 779 kilomètres carrés.

Du côté législatif, l'Algérie a eu une année très fatigante. La série de décisions du 24 février par laquelle l'Algérie obtint une majorité de 51 % dans tous les intérêts pétroliers français en Algérie et nationalisa tous les transports d'hydrocarbures et les transactions sur le gaz, fut d'une importance historique. Les ordonnances, décrets et décisions issus d'avril 1972 contribuèrent ainsi substantiellement à la transformation légale qui s'instaura en Algérie pendant l'année. Les disputes avec les compagnies françaises provenant des actes du gouvernement algérien, furent applanies plus tard dans l'année et les transactions pétrolières redevinrent normales.

C'est comme objet de nombreux contrats de fournitures et de contrats d'installations industrielles que le G.N.L. (Gaz Naturel Liquéfié) devint très important.

Trois importants contrats de fournitures furent conclus :

1) Le 12 janvier, avec EL PASO NATURAL GAS, pour la livraison de 5 milliards de m³ par an sur une période de 25 ans.

2) Le 2 février, avec la FRANCE, pour la livraison de 3,5 milliards de m³ par an sur une période de 15 ans.

3) Le 18 mars, avec U.S. DISTRIGAS, pour la vente de 1,2 milliard de m³ par an sur une période de 20 ans.

Les contrats pour la construction de deux usines de liquéfaction de gaz : une à Skikda et une autre à Arzew (pour satisfaire le contrat d'EL PASO) furent conclus le 12 mars et le 27 avril respectivement.

Plusieurs autres transactions légales furent conclues pendant l'année. Mais une transaction mondiale d'une importance particulière est peut être le contrat signé avec WILLIAMS BROTHERS ENGINEERING des U.S.A. pour l'étude technique et économique des possibilités d'un pipeline de gaz qui se proposerait de relier les puits de gaz de HASSI R'MEL en Algérie à l'Europe de l'Ouest.

o o o